

Solutions possibles aux défis économiques et sociaux

13 mai 2014

Face à la détérioration de la situation environnementale, sociale et financière actuelle, des alertes ont été lancées relativement aux problèmes auxquels il faut faire face : pénurie d'énergie et de ressources non renouvelables, changements climatiques, croissance des inégalités, croissance de la population mondiale.

Dans un monde fini, la dynamique économique exigeant une croissance continue n'est pas soutenable. Il faut prendre en compte que toute activité économique est un emprunt aux réserves énergétiques et matérielles de la nature. Si cet emprunt fait diminuer les capacités de la nature plus vite que la biosphère ne peut recycler les déchets et les réapprovisionner, l'accumulation des dettes envers la nature finira par provoquer l'effondrement du régime économique qui exploite les ressources, tel qu'il soit. Il faudra donc budgétiser nos structures de consommation conformément aux rythmes de recyclage de la nature. Plusieurs spécialistes avancent des solutions pour restructurer l'économie mondiale sur des bases totalement différentes. Si tout le monde s'entend sur l'ampleur du changement nécessaire et sur son urgence, les moyens à mettre en œuvre varient.

Pour certains¹, les plus radicaux, la notion même de développement est entièrement à revoir. Selon eux, on ne peut pas concilier les deux impératifs contradictoires de la croissance et du respect de l'environnement. Ils préconisent la décroissance et la redécouverte des habitudes de vie qui excluent la surconsommation et le gaspillage. En fait, se procurer les mêmes satisfactions sans recourir au système marchand.

D'autres², sans préconiser la décroissance, remettent en question la croissance économique permanente pour atteindre la prospérité. Une nouvelle théorie économique doit être développée qui tient compte de la dépendance de l'économie à l'énergie et aux ressources, aux plafonds en termes de carbone, à la valeur des services écosystémiques et aux stocks de capital naturel.

Les plus optimistes³, sans remettre en question le système actuel, prônent une révolution industrielle qui serait la conjonction d'Internet et des énergies renouvelables. Cette troisième révolution industrielle verrait la transformation du parc immobilier en ensemble de microcentrales énergétiques qui collectent sur site des énergies renouvelables, le déploiement de techniques de stockage de ces énergies, l'utilisation d'Internet pour former un inter-réseau de partage de l'énergie et le transport par véhicules électriques branchables.

¹ Le pari de la décroissance, Serge Latouche, 2006

² Prospérité sans croissance, Tim Jackson, 2010

³ La troisième révolution industrielle : Comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde, 2011

Même si tous ne sont pas d'accord sur l'ampleur des pénuries ou des catastrophes qui nous attendent et sur le moment où elles surviendront, des changements économiques profonds semblent inévitables. Nos modes de vie seront affectés. Même si ces changements s'annoncent à moyen terme, les actions proposées pour se préparer à une société différente tracent les grandes orientations économiques et sociales qu'il faut considérer dès à présent.

Les solutions proposées par les différents auteurs convergent sur plusieurs aspects :

La réduction de l'empreinte écologique. Réduire la consommation et la production de produits toxiques. Réduire les transports et la consommation d'énergie pour la production. Réduire les déchets. Développer des produits durables pouvant être réutilisés ou dont les composants peuvent l'être. Recycler ce qui peut l'être non seulement par les individus mais surtout par la grande industrie.

La relocalisation des activités économiques. Produire localement pour les besoins de la communauté à partir d'entreprises locales financées par l'épargne collectée localement. Favoriser des synergies économiques locales entre les loisirs, la santé, l'éducation et les services aux personnes. Soutenir l'innovation sociale et de nouvelles structures qui offrent aux personnes les capacités de s'épanouir de manière moins matérialiste. Favoriser l'entrepreneuriat social et les coopératives.

Les nouvelles entreprises. L'avenir est aux entreprises écologiques ancrées dans la communauté et se consacrant à la fourniture de services locaux : nourriture, santé, transports en commun, enseignement, entretien et réparation, loisirs ; offrant du travail valable à faible empreinte carbone. Les coopératives et les entreprises de l'économie sociale seront privilégiées ainsi que la conception renouvelée des services en réseau. Diminuer l'importance du secteur de l'extraction des ressources pour développer le recyclage et la réutilisation. Les entreprises manufacturières devront consacrer plus d'attention à la durabilité et la réparabilité. Transformer les gains de productivité en réduction du temps de travail et en création d'emplois et non en production supplémentaire. Éviter de mettre en concurrence les travailleurs pour réduire les coûts de production.

Le transport repensé. Revoir le déploiement humain au sein des villes. Favoriser l'autopartage des véhicules et les transports en commun utilisant les énergies renouvelables. Brancher les transports au réseau électrique.

L'agriculture écologique. Restaurer l'agriculture paysanne et soustraire la terre à l'agriculture productiviste, à la désertification et à la spéculation foncière. Renouveler les méthodes de culture pour éliminer l'utilisation de pesticides et de fertilisants. Se préoccuper de l'intégrité des terres et du bien-être du bétail.

Le travail réinventé. Le réorienter surtout dans les services dématérialisés de l'économie sociale et les secteurs productifs verts. Redistribuer le travail entre les travailleurs : c'est-à-dire, favoriser une réduction du temps de travail. Redistribuer les revenus par la fixation de revenu minimum et maximum.

Les énergies renouvelables. Produire localement et partager les énergies renouvelables en réseau. Moderniser les bâtiments par des mesures d'économie d'énergie et de réduction des émissions de carbone et par l'utilisation des énergies renouvelables.

Le système d'éducation. Revoir la structure de l'enseignement pour intégrer un changement de paradigme social et environnemental et permettre aux étudiants d'être plus connectés à la biosphère. Préparer les travailleurs et les gestionnaires aux nouvelles façons de procéder dans les industries et aux systèmes coopératifs.

Le rôle de l'État. Créer un partenariat ouvert entre les entreprises, l'État et la société civile. Réduire la propension à la consommation incitée par la concurrence en matière de statut social; la réduction des inégalités sociales est au cœur de cette stratégie. Repenser les politiques en matière de marchés publics, les directives urbanistiques et de dispersion sur le territoire, la régulation sur la publicité et les médias. Repenser la politique d'emploi pour favoriser la conciliation entre vie professionnelle et vie privée. Revoir les normes relatives aux produits en regard de la durabilité. Cibler les investissements publics vers la sécurité énergétique, les infrastructures sobres en carbone et la protection de l'environnement. Favoriser les secteurs sobres en carbone et intenses en main-d'œuvre. Transformer la production d'électricité en gestion d'un réseau d'électricité co-générée.

La fiscalité. Réduire la fiscalité sur le travail en la compensant par des taxes sur l'utilisation des ressources. Taxer les activités destructrices pour l'environnement : émissions de carbone, mise en décharge, possession d'automobile. Remplacer les taxes de ventes et l'impôt sur le revenu dans une taxe sur les revenus d'intérêt et les gains en capital.

Repenser la théorie économique. Une autre sorte de structure économique adaptée aux contraintes écologiques est nécessaire, où la stabilité ne dépend plus de la croissance perpétuelle de la consommation et où l'activité économique reste à l'intérieur de l'échelle écologique. Réviser les comptes nationaux en trouvant une nouvelle mesure plus adéquate que le PIB en utilisant des indicateurs de bien-être social. Inclure des variables pour la valeur des services écosystémiques et les stocks de capital naturel. Appliquer la vérité des prix en internalisant les coûts de transports, les coûts de rareté, les dépenses de restauration des sites et celles dues à la pollution.

Aucune des solutions proposées ne peut à elle seule résoudre les difficultés que nous rencontrerons mais elles offrent des petits pas réfléchis pour faire face à l'avenir. Il faut aussi être conscient que si nous voulons permettre aux pays en développement d'atteindre un certain niveau de bien-être, il faut limiter la croissance économique des pays riches. Sachant les pénuries à venir et les contraintes environnementales, il est possible d'adopter dès maintenant des comportements individuels et des politiques d'État qui conduisent vers une économie plus soutenable privilégiant le bien-être collectif.

Lucie Marmen